

14 août 2010 / Expulsion des Roms à Montreuil



Hier, samedi 14 août à partir de 10 h, nous sommes sur le parvis de la mairie de Montreuil.

Certains font une banderole : **STOP À LA CRIMINALISATION DES ROMS ET DES SOUTIENS / LIBERTÉ POUR TOUS LES EXPULSÉS.**

Nous attendons les femmes, les enfants Roms et les soutiens qui les ont accompagnés lors de leur installation dans un gymnase de la ville. Les familles arrivent, choquées par la violence d'une expulsion encore répétée, éprouvées par la séparation de leurs compagnons, inquiètes, épuisées.

Néanmoins la détermination des Romnis, celle de leurs enfants, celle des soutiens n'en est que plus grande, et nous partons très vite manifester devant le commissariat pour exiger la libération de tous nos camarades. Stoppés à 30 mètres du commissariat par un cordon de CRS (dont 5 cars stationnaient dans la rue), nous ne nous sommes pas arrêtés, installés devant le cordon, nous avons continué de scander les slogans principaux de la journée :

**Liberté, liberté pour les Roms et les gadgés... libérer, libérer... libérons, libérons...
Tous d'ici, nous sommes tous des étrang-èrEs, et personne ne l'est...**

Plusieurs Romnis expriment leur situation et leurs exigences tout au long de l'après midi au mégaphone, en français et romani : elles veulent rester à Montreuil, une école pour leurs enfants, un logement, du travail... vivre en Roumanie leur est impossible et dangereux. Nous apprenons que tous les gardés à vue devraient sortir vers 16 h. Nous avons été en permanence une cinquantaine de 11 h à 16 h 30 à manifester notre colère et notre solidarité avec les personnes en garde à vue, en ne cessant pas de crier, parler, nous faire entendre en tapant dans nos mains, en répétant sans cesse cette phrase : Liberté, liberté pour les Roms et les gadgés... libérer, libérer... Des amis investis dans les mêmes luttes en Île de France nous ont rejoint, en particulier plusieurs de Pantin où plus de 300 Roms expulsés de différents terrains sont actuellement laissés par les dirigeants dans des conditions de vie inacceptables. Nous avons distribué un tract fait le matin, discuté avec des passants, beaucoup se sont arrêtés, certains sont restés avec nous des heures.

**A 16 h 30, deux premiers amis Roms sont sortis du commissariat accueillis par des cris de joie :
Bienvenus ! Bienvenus ! Tous sont sortis assez vite alors, les deux soutiens en dernier, tous
autant attendus, acclamés.**

Les quinze Roms ont tous une obligation à quitter le territoire français (OQTF), alors qu'ils ont été arrêtés sur dénonciation mensongère, et n'ont commis aucun délit, sauf si vouloir un toit en est un, les deux soutiens sont convoqués devant la maison de la justice... Dans le délai d'un mois qu'il nous reste juridiquement pour demander l'annulation des OQTF, toutes les compétences et volontés sont elles aussi les bienvenues... La mairie de Voynet n'a toujours pas émis une position favorable au relogement durable des familles Roms, ou autre possibilité comme l'application de la loi de réquisition des logements vides, et se défause sur le gouvernement, dont personne ne peut aujourd'hui douter de sa politique de haine et de divisions, qui consiste en une chasse aux Roms et aux sans papiers criminalisés.

Ce sont des voisins, des inconnus solidaires, des amis, qui avec les plus concernés combattent sur le terrain.

Nous sommes allés ensemble sur le parvis de la mairie que nous avons occupé une demi-heure, puis au gymnase où les familles sont très provisoirement abritées. Si la mairie ne veut pas réquisitionner des logements vacants, soyons nombreux à trouver les endroits inoccupés dans la ville, à organiser des occupations, à réquisitionner des bâtiments.

Nous invitons les habitants de Montreuil, les familles et les soutiens de Pantin, Saint-Denis... à nous rejoindre lundi 16 août à 19h au gymnase Henri Wallon (4, rue Henri Wallon à Montreuil). Ce sera l'occasion de nous entraider, de réfléchir aux suites de notre action. Il y aura une projection de photos prises ces derniers jours et une petite bouffe (chacun d'entre nous ramenant à boire et à manger).

Contact : n° d'urgence anti-expulsions 06 08 55 99 82